Reprise des contacts entre le Burundi et l'OIF

PANA, 20 novembre 2017 Bujumbura, Burundi - Une délégation conduite par le président en exercice de l'Association des parlementaires francophones (APF), en même temps président de l'Assemblée nationale du Québec, Jacques Chagon, a été reçue lundi en audience par le président de l'Assemblée nationale du Burundi, Pascal Nyabenda, plus de deux ans après la suspension de la coopération entre les deux institutions, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura.

La délégation de l'Apf comprend, en outre, le président de l'Assemblée nationale de Madagascar, Jean Max Rakotomamonjy, et la présidente du Réseau des femmes parlementaires francophones, la Camerounaise Eyoum Minono Epoube. La rencontre entre les deux délégations a eu lieu à Mwumba, une petite ville burundaise, située à 160 km au nord de Bujumbura, la capitale, a rapporté le correspondant local de la radio publique. Arrivée dimanche, la délégation avait été accueillie par la 2^e Vice-présidente de l'Assemblée nationale du Burundi, Mme Jocky Chakuruziza. Le but de la visite est de se rendre compte de l'évolution de la situation sociopolitique et sécuritaire du Burundi depuis les dernières élections controversées et marquées de violences de 2015, depuis toujours la radio publique. Lors de la rencontre, le président de l'Assemblée nationale a profité de l'occasion pour inviter l'Oif à sa décision de garder sous observation un pays où la situation sociopolitique et sécuritaire a fini par s'améliorer, depuis toujours la radio de l'Etat burundaise. Selon la même source, la délégation de la Francophonie a eu droit à un film pour convaincre de l'évolution "positive" de la situation sociopolitique et sécuritaire au Burundi où la population vaque aujourd'hui à « paisiblement » à ses occupations quotidiennes, un « déni des réalités », a-t-on dit, l'opposition. D'ailleurs, le patron de la chambre basse du parlement burundais a plaidé auprès de la Francophonie, la levée des sanctions économiques « injustes » qui ont été prises par l'Union européenne (Ue), dans le même contexte de crise des droits humains au Burundi. Par ailleurs, le président de l'Assemblée nationale a fait part de son indignation à la suite d'une récente décision de la Cour pénale internationale (Cpi) de lancer des enquêtes sur les crimes contre l'humanité à la charge des auteurs présumés dans la même crise politique burundaise. Le 11 novembre dernier, la Cpi a décidé de lancer des enquêtes sur la période allant du 26 avril 2015 au 26 octobre 2017, et de délivrer des mandats contre les acteurs présumés dont la responsabilité aura été établie dans la perpétration des crimes contre l'humanité. Ces crimes supposés sont d'une ampleur d'au moins « 1.200 morts, des attentats illégaux de milliers de personnes, la torture de milliers d'autres, des centaines de disparitions, ainsi que l'exil forcé de plus de 400.000 Burundais, d'avril 2015 jusqu'en mai 2017 », a-t-on dit, la Cpi. Le gouvernement burundais a aussi rejeté formellement une décision qu'il juge « atypique » dans les annales de la Cpi et qui s'inscrit « dans la logique d'un vaste complot contre le Burundi », et visant « particulièrement » des institutions démocratiquement élues. A travers ses sanctions, l'Oif cherchait à pousser le gouvernement burundais dans le sens d'un « véritable dialogue politique » avec l'opposition. La suspension de la coopération ne concernait toutefois pas les programmes officiels directement aux populations, « sans passer par les comptes de l'Etat », ni ceux qui devaient aider « au rétablissement de la démocratie » au Burundi. Par contre, l'Oif avait décidé de cesser de plaider la cause du Burundi auprès des institutions financières internationales partenaires, notamment la Banque mondiale (Bm) et le Fonds monétaire international (Fmi), « compte tenu de la crise de la démocratie et de violations graves des droits et des libertés » dans le pays. Le dialogue inter-burundais ne décolle toujours pas et les protagonistes de la crise se rejettent les responsabilités du climat politique toujours déstabilisant. Les Nations unies, l'Union africaine et la Communauté d'Etat d'Afrique de l'Est restent mobilisées, sans toutefois pas de perspective en vue d'un dialogue sincère de sortie d'une crise qui se complexifie avec le temps. Déjà structurellement mal en point, l'économie nationale n'a cessé de se dégrader, les couches de la population continuent à se paupériser, d'autres citoyens vivent toujours en exil à l'étranger par centaines de milliers, alertent vainement différents rapports onusiens.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});